

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEOSEL MANOSQUE

2 rue des Martinets
CS 70030
92500 Rueil-Malmaison

Références : JC-D62025-0666

SPR/2026-122

Code AIOT : 0006412948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté Avenue Emile Miguet 13220 Châteauneuf-les-Martigues. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Tous les sites Seveso de France devait réaliser un recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux au 31 décembre 2023. L'instruction de ces déclarations par l'inspection de l'environnement donne lieu, pour chaque cas où le recensement ne correspond pas aux quantités maximales autorisées par arrêté préfectoral, à une inspection du site pour clarifier la situation. L'inspection objet de ce rapport a permis de clarifier les déclarations des sites Geosel La Mède, Geosel Rognac et Geosel Lavera.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOSSEL MANOSQUE
- Avenue Emile Miguet 13220 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006412948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station de pompage GEOSSEL de La Mède, est située à proximité de la raffinerie TOTAL.

C'est une station relais du pipeline GEOSSEL n°1 (GSM1) qui permet la réception ou la distribution des produits hydrocarbures entre la raffinerie de Provence TOTAL, la station de pompage de Lavera et la station de pompage de Rognac, elle-même reliée au Centre de stockage souterrain de Manosque. La station de pompage de La Mède sert aussi de terminal pour la réception ou l'expédition d'hydrocarbures vers la station de pompage de SPMR.

Les produits véhiculés dans le terminal peuvent être le pétrole brut, les essences (supercarburant, jet), le naphta, le gazole, le Fuel Oil Domestique (FOD).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déclarations de recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux présents sur les sites Geosel La Mède, Geosel Lavera et Geosel Rognac, réalisées par l'exploitant ont été faites en m³ et non en tonnes comme cela est demandé dans le "guide d'utilisation du logiciel Seveso 3 à usage des industriels". Ainsi, les déclarations n'étaient pas conformes aux quantités maximales autorisées par arrêtés préfectoraux. L'inspection a permis de clarifier le sujet et de vérifier que les volumes déclarés correspondent bien aux volumes indiqués dans les études de dangers et réellement présents sur site ; ainsi qu'aux quantités maximales autorisées par arrêtés préfectoraux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-32
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement
Prescription contrôlée : [...] II. - L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour. [...]
Constats : Lors de cette inspection, ce sujet a été abordé pour les 3 sites suivants : <ul style="list-style-type: none">• Geosel La MEDE,• Geosel Lavera,• Geosel Rognac. Conformément aux articles L515-32 susvisé et R515-86 du code de l'environnement, l'exploitant devait effectuer un recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux au 31 décembre 2023 pour chacun des 3 sites. Conformément à la demande de l'administration, l'exploitant a effectué ces recensements sur l'application mise en place par le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche début 2024. L'instruction des recensements par l'inspection de l'environnement a fait ressortir que certaines quantités déclarées étaient supérieures aux quantités mentionnées dans les arrêtés préfectoraux des sites. L'exploitant indique avoir effectué les déclarations en volume (m ³) et non en tonnes. L'inspection rappelle que les déclarations devaient être faites en tonnes conformément au "guide d'utilisation du logiciel Seveso 3 à usage des industriels". Lors de la visite, l'inspection a contrôlé que les volumes déclarés correspondaient aux volumes maximums mentionnés dans les études de dangers. De plus, l'inspection de l'environnement a également contrôlé que ces volumes correspondaient aux valeurs maximales autorisées dans les AP selon la densité du produit le plus pénalisant. L'inspection n'a plus de remarque particulière suite aux explications de l'exploitant et les recensements de l'exploitant sont considérés satisfaisants.
Type de suites proposées : Sans suite